

Extrait du registre des délibérations de la séance du conseil municipal du 24 août 2020					
Département de l'Isère Canton de l'Oisans Commune Les Deux Alpes	Délibération n° 2020.092				
Date de la convocation : 20 août 2020	L'an deux mille vingt, le 24 août à 18h, le conseil municipal s'est réuni, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Christophe AUBERT, maire.				
	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th style="width: 70%;">Membres</th> <th style="width: 10%;">Présent</th> <th style="width: 10%;">Absent</th> <th style="width: 10%;">Donne pouvoir à</th> </tr> </thead> </table>	Membres	Présent	Absent	Donne pouvoir à
Membres	Présent	Absent	Donne pouvoir à		
Secrétaires de séance (article L2121-15 du CGCT) Mme Angélique AGUILAR et M. Pascal ESPITALLIER	M. Christophe AUBERT, maire	X			
	M. Éric GRAVIER, 1 ^{er} adjoint	X			
	Mme Agnès ARGENTIER, 2 ^{ème} adjointe		X		
	M. Patrick PELLORCE, 3 ^{ème} adjoint	X			
	Mme Cécile NEYRAUD, 4 ^{ème} adjointe	X			
	M. Jean-Luc BISI, 5 ^{ème} adjoint			P. BALME	
DOMAINE : Institutions et vie politique – 5.6.2 - Autres OBJET : modalités de prise en charge des déplacements accomplis par les élus dans l'exercice de leur mandat	Mme Françoise MOREAU, 6 ^{ème} adjointe	X			
	M. Pierre BALME, conseiller municipal, maire délégué Venosc	X			
	M. Laurent GIRAUD, conseiller municipal	X			
	Mme Anne MILLET, conseillère municipale			MH COING	
	M. Paul VAN LEEUWEN, conseiller municipal			E. TASSO	
	Mme Marie-Hélène COING, conseillère municipale maire délégué Mont de Lans	X			
	Mme Enrica TASSO, conseillère municipale	X			
	M. Ugo MOUNIER, conseiller municipal		X		
	Mme Céline VALETTE, conseillère municipale			C. NEYRAUD	
	M. Fabien VEYRAT, conseiller municipal	X			
	Mme Camille DURDAN, conseillère municipale		X		
	Mme Jocelyne MARTIN, conseillère municipale	X			
	M. André GARDEN, conseiller municipal		X		
	Mme Stéphanie DEBOUT, conseillère municipale			D. VAZEUX	
	Mme Delphine VAZEUX, conseillère municipale	X			
	M. Pascal ESPITALLIER, conseiller municipal	X			
	Mme Angélique AGUILAR, conseillère municipale	X			
	Monsieur le maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'Etat Le.....Christophe AUBERT, maire				

Monsieur le Maire expose à l'assemblée qu'en plus des indemnités de fonction élus locaux le remboursement de certaines dépenses particulières.

Ces remboursements de frais sont limités par les textes à 7 cas précis :

- Le remboursement des frais nécessités par l'exécution d'un mandat spécial, ou frais de mission,
- Le remboursement des frais de déplacement des membres du conseil municipal,
- Le remboursement des frais de déplacement des membres des conseils ou comités d'Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI),
- Le remboursement des frais d'aide à la personne des élus municipaux et intercommunaux,
- Le remboursement des frais exceptionnels d'aide et de secours engagés personnellement par les élus,
- L'octroi de frais de représentation aux maires,
- Le remboursement des frais de déplacement des élus départementaux et régionaux.

Pour l'exercice de leur mandat, les membres du conseil municipal peuvent être appelés à effectuer différents types de déplacements, qui peuvent ouvrir droit au remboursement des frais exposés pour leur accomplissement en application des articles L.2123-18, L2123-18-1 et L.2123-12 du Code général des collectivités territoriales.

Il convient de distinguer :

I- Les frais de déplacement courants sur le territoire de la commune ;

II - Les frais pour se rendre à des réunions hors du territoire de la commune ;

III - Les frais de déplacement des élus à l'occasion de l'exercice de leur droit à la formation.

I. Les frais de déplacement courants sur le territoire de la commune

Les frais de déplacements des élus liés à l'exercice normal de leur mandat sont couverts par l'indemnité de fonction prévue aux articles L 2123-20 et suivants du CGCT.

II. Les frais pour se rendre à des réunions hors du territoire de la commune

Conformément à l'article L. 2123-18-1 du CGCT, les membres du conseil municipal peuvent bénéficier du remboursement des frais de transport et de séjour qu'ils ont engagés pour se rendre à des réunions dans des instances ou organismes où ils représentent leur commune ès qualités, lorsque la réunion a lieu hors du territoire de celle-ci.

Dans ces cas, les élus peuvent bénéficier du remboursement des frais engagés sous réserve de l'établissement d'un ordre de mission préalablement signé par le Maire ou le 1er adjoint.

Les frais concernés sont les suivants :

a. Frais d'hébergement et de repas

L'article 7-1 du Décret 2001-654 du 19 juillet 2001 modifié permet d'établir une indemnisation au plus proche de la réalité des frais engagés. Les justificatifs des dépenses réellement supportées doivent être impérativement présentés pour générer le versement de l'indemnisation des frais d'hébergement et de repas, dans la limite du barème des frais d'hébergement.

b. Frais de transport

En France métropolitaine, l'utilisation du train au tarif économique 2ème classe est le mode de transport à privilégier. Le recours à la 1 ère classe peut s'effectuer mais sur la seule autorisation de Monsieur le Maire. Le recours à la voie aérienne est possible lorsque la durée du ou des trajets effectués est supérieure à 6 heures ou en l'absence de liaison ferroviaire ou lorsque les conditions tarifaires sont plus favorables.

c. Autres frais :

Pourront également donner lieu à remboursement, sur justificatif de paiement,

- **de transport collectif** (tramway, bus, métro, covoiturage...) engagés par les élus au départ ou au retour du déplacement entre leur résidence administrative et la gare, ainsi que ceux exposés au cours du déplacement,
- **d'utilisation d'un véhicule personnel**, d'un taxi ou tout autre mode de transport entre la résidence administrative et la gare, ainsi qu'au cours du déplacement, en cas d'absence de transport en commun, ou lorsque l'intérêt de la collectivité le justifie,
- **de péage autoroutier**, ou de frais de parc de stationnement en cas d'utilisation du véhicule personnel et lorsque les élus s'inscrivent dans le cadre des indemnités kilométriques du barème des frais de transport.
- **d'aide à la personne** : les membres du conseil municipal bénéficient d'un remboursement par la commune des frais de garde d'enfants ou d'assistance aux personnes âgées, handicapées ou ayant besoin d'une aide personnelle à leur domicile qu'ils ont engagés en raison de leur participation aux réunions mentionnées à l'article L.2123-1 [réunion du conseil ou des commissions par exemple]. Ce remboursement ne peut excéder, par heure, le montant horaire du salaire minimum de croissance.

III. Déplacements dans le cadre du droit à la formation des élus

Le Code général des collectivités territoriales reconnaît aux élus locaux, dans son article L. 2123-12, le droit à une formation adaptée à leurs fonctions. Les modalités d'exercice de ce droit sont fixées par les articles R. 2123-12 à R. 2123-22 de ce même code. Les frais de formation (droits d'inscription, hébergement, déplacement) constituent une dépense obligatoire pour la commune, sachant que la prise en charge par la collectivité ne s'applique que si l'organisme qui dispense la formation a fait l'objet d'un agrément délivré par la Ministère de l'Intérieur, conformément aux articles L 2123-16 et L 1221-1 du Code général des collectivités territoriales.

Les frais pris en charge sont les suivants :

- a. Frais d'hébergement et de repas
- b. Frais de transport
- c. Compensation de la perte de revenu

Les pertes de revenus des élus sont également supportées par la collectivité, dans la limite de 18 jours par élu pour la durée d'un mandat, et d'une fois et demi la valeur horaire du salaire minimum de croissance. Pour bénéficier de cette prise en charge, l' élu doit justifier auprès de sa collectivité qu'il a subi une diminution de revenu du fait de l'exercice de son droit à la formation sur production de justificatifs.

Il est proposé au conseil municipal d'adopter les modalités susvisées et de déterminer la dotation pour les frais de représentation du maire.

Le conseil municipal ayant entendu cet exposé et après en avoir délibéré, à l'unanimité, des membres présents:

- **ADOpte** les modalités susvisées relatives au remboursement des frais des élus dans l'exercice de leur mandat,
- **PREcISE** que les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1^{er} septembre 2020,
- **DIT que** les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget supplémentaire

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et ans que dessus. Au registre sont les signatures.

Pour extrait conforme,
Le Maire, Christophe AUBERT

